

sitions de ce chapitre; et elle ne sera assujettie à aucun appel, nonobstant les dispositions des articles 5401 à 5410 inclusivement des Statuts refondus, 1909.

Néanmoins, nul ne sera habile à voter à cette élection, quoique inscrit sur la liste, si, le 8 avril 1915, il doit à la municipalité quelque taxe ou taxe d'eau, les taxes spéciales exceptées. Paiement des taxes.

4. Le maire et les échevins élus à cette élection, resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs, laquelle se fera conformément aux dispositions de la loi 3 George V, chapitre 62. Maire et échevins.

5. Sauf en autant qu'il y est présentement dérogé, les dispositions de la loi 3 George V, chapitre 62, et celles de la loi des cités et villes, non amendées, ni abrogées pour la ville de Saint-Lambert, s'appliqueront à la liste des électeurs et à l'élection régies par la présente loi. Dispositions applicables.

6. La présente loi doit être interprétée comme une loi publique. Interprétation.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CHAP. 108

Loi constituant en ville la paroisse du Sault-au-Récollet, sous le nom de ville Montréal-Nord

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que la corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté de Laval, a, du consentement de la plupart de ses habitants et contribuables, demandé par pétition, que tout le territoire décrit dans la section 1 de la présente loi, soit constitué en corporation de ville, sous le nom de "Ville Montréal-Nord", sujette à l'application de la loi des cités et villes, avec certaines modifications et restrictions, et qu'il importe en outre, de lui accorder le pouvoir d'emprunter une somme de deux cent cinquante mille piastres, pour éteindre sa dette flottante, construire un système d'égouts, prolonger la canalisation de son aqueduc, compléter le macadamisage de ses rues, comme aussi Préambule.

pour acheter ou exproprier les terrains nécessaires à l'élargissement et au redressement de son chemin principal, et à la construction d'un hôtel de ville;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Bornes de la
ville.

1. La ville de Montréal-Nord comprend le territoire borné comme suit: Commenant en un point situé sur les bords de la rivière des Prairies, dans la ligne de division entre les Nos 123 et 124 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; puis allant vers le sud-est, en longeant la ligne de division entre les Nos 123 et 124, et celle-ci prolongée jusqu'au milieu du chemin public; puis de là se dirigeant vers le sud-ouest, par le centre du chemin public jusque vis-à-vis la ligne nord-est du lot No 126, puis traversant le chemin public et suivant la ligne nord-est du lot No 126 jusqu'à son arrivée du côté du sud-ouest du chemin Saint-Michel; puis, de là tournant vers le nord-est jusqu'au milieu de la Montée Saint-Michel; de là, se dirigeant vers le sud-est par le centre de la Montée Saint-Michel jusque vis-à-vis la ligne de division entre les Nos 97 et 353 du cadastre; de là, suivant une ligne brisée nord-est, sud-est et nord-ouest, en longeant les limites nord-ouest du village de Saint-Michel de Laval et de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice jusqu'à la ligne ouest de la paroisse de la rivière des Prairies, étant le côté est du lot No 2 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet; puis de là tournant vers le nord, en longeant les limites sud-ouest de la rivière des Prairies, étant le côté est des Nos 2 et 1 du cadastre, jusqu'à leur rencontre avec la rivière des Prairies; et se continuant jusqu'au milieu de ladite rivière, puis tournant vers le sud-ouest, en suivant les sinuosités du milieu des eaux de la rivière des Prairies jusque vis-à-vis le prolongement des lignes de division entre les Nos 123 et 124 du même cadastre; puis de là, tournant vers le sud-est jusqu'au point de commencement, comprenant toutes les îles comprises dans les limites ci-dessus décrites.

Corporation
constituée.
Nom.

2. Les habitants et contribuables du territoire ci-dessus forment une corporation de ville sous le nom de "Ville Montréal-Nord".

Division en
quartiers.

3. La ville Montréal-Nord est divisée en trois quartiers distincts, savoir: est, centre et ouest.

Le quartier est comprend tous les lots à partir du No 1 au No 28, inclusivement, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ainsi que la partie du chemin public, de la rivière des Prairies et des îles comprises dans les limites ou en front desdits lots. Quartier est.

Le quartier centre comprenant tous les lots à partir du No 29 au No 64, inclusivement, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ainsi que la partie du chemin public, de la rivière des Prairies et des îles comprises dans les limites et en front desdits lots. Quartier centre.

Le quartier ouest comprenant tous les lots à partir du No 65 au No 123, inclusivement, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ainsi que la partie du chemin public, de la Montée Saint-Michel, de la rivière des Prairies et des îles comprises dans les limites ou en front desdits lots. Quartier ouest.

4. La ville sera sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, sauf en ce que celles-ci auront d'incompatible avec les dispositions de la présente loi. Dispositions applicables.

5. L'article 5271 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant : S. R., 5271, remp. pour la ville.

"5271. La première élection générale du maire et des échevins aura lieu le deuxième lundi de mai 1915, ou, si ce jour se trouve non juridique, le premier jour juridique suivant, et jusqu'à ce que cette élection ait eu lieu, les membres actuels du conseil de la ci-devant paroisse du Sault-au-Récollet exerceront, respectivement, les fonctions de maire et d'échevin de la ville. La présentation des candidats à cette élection aura lieu le premier lundi de mai 1915. La deuxième élection générale aura lieu le deuxième lundi de mai 1917, et les élections générales subséquentes auront lieu ensuite tous les deux ans, le deuxième lundi de mai; néanmoins, chaque fois que le premier ou le deuxième lundi de mai se trouvera un jour non juridique, la présentation des candidats ou la votation, selon le cas, aura lieu le jour juridique suivant. Première élection.

La première élection se fera sous l'empire du Code municipal de la province de Québec, quant à la qualification des électeurs et à celle des candidats". Deuxième élection.

6. L'article 5272 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant : Id., 5272, remp. pour la ville.

"5272. L'officier rapporteur de la première élection générale sera le secrétaire-trésorier de ladite cor- Officier-rapporteur.

poration, et, à son défaut, toute personne que le conseil choisira par résolution."

Id., 5300,
rempl. pour la
ville.

7. L'article 5300 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Composition
du conseil.

"**5300.** Le conseil municipal de la ville est composé d'un maire et de six échevins élus en la manière ci-après prescrite."

Id., 5302,
rempl. pour la
ville.

8. L'article 5302 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Echevins.

"**5302.** Les échevins sont élus pour la même période au nombre de deux dans chaque quartier, par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté."

Id., 5373,
rempl. pour la
ville.

9. L'article 5373 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Paiement des
taxes.

"**5373.** Nulle personne ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la municipalité, si, le premier jour de février précédant l'expiration du délai mentionné dans l'article 5374, elle doit à la municipalité quelque taxe ou taxe d'eau, (les taxes spéciales exceptées).

Toute personne inscrite comme propriétaire sur le rôle d'évaluation en vigueur et qui possède le cens électoral a le droit de voter à l'élection du maire et des échevins quand même elle est, à l'époque des élections, en dette envers la ville, soit pour contributions foncières ou autres taxes de quelque nature que ce soit."

Id., 5374,
rempl. pour la
ville.

10. L'article 5374 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Liste des élec-
teurs muni-
cipaux.

"**5374.** Avant le premier mars de chaque année, il est fait de la manière ci-après indiquée, par le greffier ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis".

Id., 5376,
rempl. pour la
ville.

11. L'article 5376 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Omission de
certains noms
etc.

"**5376.** Dans la préparation de la liste, le greffier omet et doit, de temps en temps, faire enlever les noms de toutes les personnes qui sont ou peuvent être décédées, ainsi que les noms des mineurs, des aubains, des

personnes qui ne résident pas dans la municipalité, des employés municipaux (tels que définis par l'article 5372) et de tous autres qui n'ont pas le droit d'avoir leur nom sur la liste.

Pendant le mois de février, tout contribuable peut, avec les sauvegardes voulues, examiner les listes dans le bureau du greffier, et, si ledit contribuable trouve le nom de quelque personne qui, d'après ce qu'il a raison de croire, n'a pas le droit d'y être inscrite, il peut signifier au greffier une déclaration signée, spécifiant le nom et indiquant la cause d'incapacité; et, dans chacun de ces cas, le greffier doit faire une enquête minutieuse au sujet de la vérité des allégations contenues dans ladite déclaration, avant de permettre qu'aucun nom auquel l'on a ainsi objecté reste sur les listes lorsqu'il les certifie".

12. L'article 5383 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant: Id., 5383, remp. pour la ville.

"5383. Si, le troisième jour du mois de mars, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par l'article 5379, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou le magistrat de district doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier *ad hoc* pour préparer la liste alphabétique des électeurs". Greffier *ad hoc* pour la confection de la liste.

13. L'article 5395 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant: Id., 5395, remp. pour la ville.

"5395. La liste des électeurs entre en vigueur à l'expiration des trente jours qui suivent l'expiration du délai prescrit pour la confection de la liste, ou si la liste a été complétée après l'expiration de ce délai, des trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 5379, et reste en vigueur jusqu'au premier jour de mars suivant son entrée en vigueur, et ultérieurement, dans tous les cas, jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit faite et mise en vigueur en vertu du présent chapitre. Entrée en vigueur de la liste.

Nonobstant l'appel au juge de la Cour supérieure, ou Appel. au magistrat de district pour les districts où il n'y a pas de juge de la Cour supérieure, touchant une partie de la liste, telle partie de la liste reste en vigueur jusqu'à la décision finale du tribunal saisi de la requête en appel". Sa durée.

Corporations,
etc., qui peu-
vent être ins-
crites sur la
liste.

14. Les compagnies ou corporations à fonds social peuvent être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise d'un représentant de la compagnie, dûment autorisé à cet effet, par une résolution, dont copie doit être produite chez le greffier de la ville, le ou avant le premier mars de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles paient des taxes, et qu'elles devront indiquer, pourvu que ce représentant soit, lorsqu'il est autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son suffrage, directeur ou employé de la compagnie. Lesdites compagnies doivent, dans leurs demandes d'inscriptions, indiquer les quartiers, où elles paient des taxes et veulent exercer leur droit de voter.

Id., 5413,
rempl. pour la
ville.

Election
générale.

15. L'article 5413 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant :

“**5413.** L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, le deuxième lundi de mai, ou, si ce jour se trouve non juridique, le jour juridique suivant, conformément aux dispositions ci-après.”

Id., 5415,
rempl. pour la
ville.

Secrétaire
d'élection.

16. L'article 5415 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant :

“**5415.** Dix jours au moins avant le premier lundi de mai à midi, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule E, doit nommer un secrétaire d'élection et peut en tout temps, avant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire, si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés”.

Id., 5419,
rempl. pour la
ville.

Avis public de
l'élection, etc

17. L'article 5419 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant :

“**5419.** Huit jours au moins avant le premier lundi de mai dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public suivant la formule G sous sa signature, désignant :

a. Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

b. Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

c. La nomination du secrétaire d'élection.”

18. L'article 5421 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant: Id., 5421,
rempl. pour la
ville.

"5421. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le premier lundi de mai, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date aux mêmes heures". Présentation.

19. L'article 5556 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant: Id., 5556,
rempl. pour la
ville.

"5556. Les séances du conseil auront lieu à l'école Saint-Charles de la ci-devant paroisse du Sault-au-Récollet, tant que le conseil de la corporation n'en aura pas décidé autrement par résolution." Lieu des séances.

20. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits et obligations, privilèges, biens, créances et actions de la corporation de la paroisse du Sault-au-Récollet, et la remplace à toutes fins que de droit. Succession.

21. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception, listes, plans et autres actes et documents municipaux en vigueur dans la ci-devant paroisse du Sault-au-Récollet, resteront en force tant qu'ils n'auront pas été amendés ou annulés ou que leur objet ne sera pas accompli. Règlements,
etc.

22. L'article 5731 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant: Id., 5731,
rempl. pour la
ville.

"5731. Durant les dix années qui suivront la sanction de la présente loi, nulle terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que nulle terre non défrichée ou terre à bois, ne pourra être évaluée à plus de \$100.00 l'arpent, si elle contient une superficie d'au moins quinze arpents. La susdite évaluation comprend les granges, écuries et autres bâtiments desservant ladite terre de même que les chevaux, bêtes à cornes et autres animaux et volailles de la ferme et aussi les carosses, voitures d'hivers et d'été de tous genres, instruments agricoles et, généralement, tous leurs meubles en usage pour l'exploitation ordinaire de la ferme; elle comprend également la maison d'habitation à l'usage personnel du cultivateur, pourvu qu'elle soit d'une valeur n'excédant pas \$3,000, mais elle ne comprend ni la maison d'habitation qui excède cette valeur ni les autres maisons érigées sur la ferme. Evaluation
fixe pour dix
années.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot de ville et est ainsi devenue sujette à la taxe, après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous autres terrains entrés audit rôle."

Règlement
validé.

23. Le règlement No 84, autorisant la corporation de la ci-devant paroisse du Sault-au-Récollet, à émettre des débentures pour l'ouverture du boulevard Pie IX, et décrétant que telle émission n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation, est valide à toutes fins que de droit.

Emprunt au-
torisé.

24. Le conseil est autorisé à emprunter une somme de deux cent cinquante mille piastres, sur obligations ou débentures remboursables dans quarante ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, aux fins d'éteindre sa dette flottante, de construire son système d'égouts, de prolonger la canalisation de son aqueduc, de compléter le macadamisage de ses rues, comme aussi pour acheter ou exproprier les terrains nécessaires au prolongement et au redressement de son chemin principal, à l'élargissement ou redressement de la Montée Saint-Michel et à la construction d'un hôtel de ville; et les articles 5782 et 5788 des Statuts refondus, 1909, sont expressément déclarés inapplicables à la corporation quant à cet emprunt.

Dispositions
non applica-
bles.

Id., 5790a, aj.
pour la ville. **25.** L'article suivant est inséré dans les Statuts refondus, 1909, pour la ville, après l'article 5790:

Pouvoirs spé-
ciaux d'expro-
priation, etc.

"5790a. Le conseil pourra acquérir de gré à gré, ou par voie d'expropriation, tous immeubles, parties d'immeubles et servitudes nécessaires à l'élargissement et au redressement de son chemin principal de la Montée Saint-Michel et du boulevard Viel, d'après les plans préparés à cet effet par F.-C. Laberge, arpenteur-géomètre et portant la date du 27 novembre 1914 et du premier décembre 1914, respectivement, subséquemment amendés de manière à prolonger la Montée Saint-Michel, en ligne droite jusqu'à la rivière des Prairies; il pourra également, s'il le juge avantageux, acquérir de la même manière, la totalité de tous immeubles, dont partie seulement serait nécessaire pour les fins susdites, et dans ce cas, tout excédent de terrain ainsi acquis pourra être vendu, échangé ou autrement aliéné, par simple résolution du conseil, à l'enchère ou de gré à gré, en bloc ou en partie.

L'élargissement et le prolongement de la Montée Saint-Michel jusqu'au boulevard Gouin devront être terminés avant le 1er juillet 1916." Compilotion de certains travaux.

26. Le plan de l'élargissement de la Montée Saint-Michel, en date du 27 novembre 1914, et le plan de la municipalité en date du premier décembre 1914, faits et préparés par F.-C. Laberge, arpenteur-géomètre, sont déclarés légaux, valides et obligatoires pour la municipalité, pour les propriétaires intéressés et pour toutes autres personnes; et les dispositions de l'article 5644 des Statuts refondus, 1909, s'appliqueront; mais ce plan ne sera exécuté que lorsque le conseil le jugera à propos. Certains plans légalisés.

27. Le marché et convention entre la municipalité de la paroisse du Sault-au-Récollet et Joseph-A. Cardieux, le 27 novembre 1914, passé devant Mtre J.-B. Latour, notaire, est confirmé et ratifié et déclaré valide et obligatoire à toutes fins que de droit. Un certain marché, validé.

28. Rien dans cette loi ne devra être interprété comme affectant ou modifiant la charte de la cité de Montréal, (62 Victoria, chapitre 58,) non plus que le territoire de cette dernière municipalité. Charte de la cité de Montréal, non affectée.

29. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CHAP. 109

Loi amendant la charte du village de Saint-Michel de Laval et décrétant son érection en ville sous le nom de "ville Saint-Michel"

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que la corporation du village de Saint-Michel de Laval a représenté, par sa pétition, que sa charte, la loi 4 George V, chapitre 97, ne répond pas aux besoins croissants de ladite municipalité et qu'elle désire être constituée en corporation de ville, sous le nom de "ville Saint-Michel", sujette à l'application de la loi des cités et villes, avec certaines modifications et restrictions; qu'elle a dû, pour pouvoir procéder, dans les limites de son territoire, à l'ouverture du Boulevard Pie IX, décrétée par la loi 3 George V, Préambule